

## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>67472</b>	De <b>M. Razzy Hammadi</b> ( Socialiste, républicain et citoyen - Seine-Saint-Denis )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche		<b>Ministère attributaire</b> > Éducation nationale
<b>Rubrique</b> >handicapés	<b>Tête d'analyse</b> >sourds et malentendants	<b>Analyse</b> > intégration en milieu scolaire.
Question publiée au JO le : <b>28/10/2014</b> Date de changement d'attribution : <b>18/05/2017</b> Question retirée le : <b>20/06/2017</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

M. Razzy Hammadi appelle l'attention de Mme la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sur les inquiétudes des six associations nationales des sourds de France (FNSF, 2LPE, AFILS, UNISDA, MDSF) portées sur les financements de l'enseignement de la langue des signes française (LSF). Alors que les associations nationales travaillent depuis un an avec les ministères de l'éducation nationale et de la santé, ces derniers leur proposent de financer l'enseignement de la LSF, soit deux heures par semaine, et leur demandent de trouver des financements associatifs ou de faire appel aux fonds des collectivités territoriales ou autre pour financer tout le temps scolaire en LSF, soit 95 % du temps passé par les enfants à l'école. Les parents qui ont fait le choix d'une éducation bilingue (LSF-français écrit et oral) souhaitent que le contenu des programmes scolaires soit accessible à leurs enfants et donc dispensé en LSF. Il n'existe, en France, que 13 classes primaires, 3 collèges et 2 lycées où les enfants peuvent poursuivre leur scolarité alors que l'on dénombre 10 000 enfants sourds d'âge scolaire dans notre pays. Si le Gouvernement persiste dans cette voie, cela pourrait se traduire par la fermeture de 10 classes et de 2 collèges. Les enfants sourds ont droit à l'enseignement scolaire de la République ; l'État ne peut se désengager dans leur éducation et leur scolarité. Aussi, il souhaite savoir quelles mesures elle entend prendre afin de remédier à cette situation.